

ANNEXE B : ATTESTATION

1. ATTESTATION CONCERNANT LE LOBBYING

Le (la) soussigné(e) atteste au meilleure de sa connaissance et croyance ce qui suit:

- (1) Aucun fonds fédéral affecté n'a été payé ni ne sera payé par ou au nom du/de la soussigné(e) à toute personne en vue ou dans une tentative d'influencer un agent ou employé d'un organisme, un membre du Congrès, un agent ou employé du Congrès, ou un employé d'un membre du Congrès dans le cadre de l'attribution de tout contrat fédéral, de l'attribution d'une subvention fédérale, de l'octroi d'un prêt fédéral, de la conclusion d'un accord de coopération ou de l'extension, du maintien, du renouvellement, de l'amendement ou modification de tout contrat, subvention ou prêt fédéral ou d'un accord de coopération.
- (2) Dans le cas où des fonds autres que les fonds fédéraux affectés auraient été payés ou devraient être payés à toute personne en vue d'influencer ou dans une tentative d'influencer un agent ou employé d'un organisme, un membre du Congrès, un agent ou employé du Congrès, ou un employé d'un membre du Congrès dans le cadre de l'attribution d'un contrat fédéral, de l'attribution d'une subvention fédérale, de l'octroi d'un prêt fédéral, de la conclusion d'un accord de coopération ou de l'extension, du maintien, du renouvellement, de l'amendement ou modification de tout contrat, subvention ou prêt fédéral ou d'un accord de coopération, le (la) soussigné(e) s'oblige à remplir le Formulaire Standard – LLL « Déclaration relative aux Activités de Lobbying » conformément aux instructions en cela.
- (3) Le (la) soussigné(e) insistera pour que le langage de la présente attestation soit inclus dans les documents d'attribution pour tous les attributions secondaires à tous les niveaux (y compris les contrats de sous-traitance, les sub-grants et les contrats dans le cadre des accords de subvention, de prêt et de coopération) et que tous les sous bénéficiaires fassent des attestations et des déclarations en conséquence.

La présente attestation constitue une représentation matérielle des faits qui ont servi de fondement de l'exécution ou conclusion de la transaction ci-incluse. La présentation de cette attestation est une condition préalable pour l'exécution ou conclusion de la transaction ci-incluse, et ce, conformément à l'Article 1352, Titre 31, du Code des Etats Unis. Toute personne qui omet de présenter l'attestation requise sera passible d'une amende civile de \$10.000 à \$100.000 pour chaque manquement.

Déclarations pour les Garanties de prêt et les Assurances-prêts.

Le (la) soussigné(e) déclare au meilleur de sa connaissance et croyance qu'en cas de versement passé ou futur de fonds à toute personne en vue de ou dans une tentative d'influencer un agent ou employé d'un organisme, un membre du Congrès, un agent ou employé du Congrès,

ou un employé d'un membre du Congrès par rapport à cet engagement qui prévoit l'assurance ou garantie d'un prêt par les Etats Unis, le (la) soussigné(e) remplira et soumettra le Formulaire Standard – LLL , «Formulaire de Déclaration pour Signaler le Lobbying», conformément aux instructions en cela. La présentation de cette déclaration est une condition préalable à l'exécution ou conclusion de la transaction en cela, conformément à l'Article 1352, Titre 31, du Code des Etats Unis. Toute personne qui omet de soumettre l'attestation requise sera passible d'une amende civile de \$10.000 à \$100.000 pour chaque manquement.

2. Interdiction d'Assistance aux Trafiquants de Drogues pour les Pays et les particuliers couverts (ADS 206)

L'USAID se réserve le droit de résilier le présent accord, de demander un remboursement ou de prendre toute autre mesure appropriée s'il est constaté que le bénéficiaire a été déclaré coupable d'une infraction liée aux stupéfiants ou qu'il a été impliqué dans le trafic de drogues tel que défini à la Partie 140 de 22 CFR. Le (la) soussigné(e) étudiera l'ADS 206 de l'USAID pour savoir si des attestations s'imposent pour les Personnes Clés ou les Participants Couverts.

S'il y a des participants couverts, l'USAID se réserve le droit de retirer l'assistance ou de prendre d'autres mesures appropriés en ce qui concerne tout participant ayant été déclaré coupable d'une infraction liée aux stupéfiants ou coupable d'implication dans le trafic de drogues, tel que défini à la Partie 140 de 22 CFR.

3. Attestation des Personnes clés concernant les Infractions liées aux Stupéfiants et le Trafic de Drogues

J'atteste par les présentes qu'au cours des dix dernières années:

Je n'ai pas été déclaré(e) coupable d'une violation ou d'un complot visant à violer toute loi ou règlement des Etats Unis, ou de tout autre pays, concernant les stupéfiants ou les médicaments psychotropes ou autres substances contrôlées.

Je ne suis pas et n'ai pas été un trafiquant illicite de toute drogue ou de substance contrôlée.

Je ne suis pas et n'ai pas été facilitateur, ni instigateur, ni conspirateur, ni complice conscient avec autrui du trafic illicite des drogues ou des substances contrôlées.

Signature: _____

Date: _____

Nom et Prénom(s): _____

Titre/Poste: _____

Organisation: _____

Adresse: _____

Né le: _____

AVIS:

1. Vous êtes tenue de signer la présente attestation en vertu des dispositions de la Partie 140 de 22 CFR, Interdiction d'Assistance aux Trafiquants de Drogues. Ces règlements ont été publiés par le Département d'Etat et exigent que certaines personnes clefs des organisations signent la présente attestation.
2. En cas de fausse attestation de votre part, vous serez soumis(e) à une poursuite pénale des Etats Unis en vertu de 18 USC 1001.

4. Attestation des Participants concernant les Infractions liées aux Stupéfiants et le Trafic de Drogues

1. J'atteste par les présentes qu'au cours des dix dernières années:
 - a. Je n'ai pas été déclaré(e) coupable d'une violation ou d'un complot visant à violer toute loi ou règlement des Etats Unis ou de tout autre pays, concernant les stupéfiants ou les médicaments psychotropes ou autres substances contrôlées.
 - b. Je ne suis pas et n'ai pas été un trafiquant illicite de toute drogue ou de substance contrôlée.
 - c. Je ne suis pas et n'ai pas été facilitateur, ni instigateur, ni conspirateur, ni complice conscient avec autrui du trafic illicite des drogues ou des substances contrôlées.
2. Je comprends que l'USAID pourra mettre fin à ma formation s'il est établi que je me suis engagé dans la conduit susvisée au cours des dix dernières années ou au cours de ma formation USAID.

Signature: _____

Nom et Prénom(s): _____

Date: _____

Adresse: _____

Né(e) le: _____

AVIS:

1. Vous êtes tenue de signer la présente attestation en vertu des dispositions de la Partie 140 de 22 CFR, Interdiction d'Assistance aux Trafiquants de Drogues. Ces règlements ont été publiés par le Département d'Etat et exigent que certains participants signent cette attestation.
2. En cas de fausse attestation de votre part, vous serez soumis(e) à une poursuite pénale des Etats Unis en vertu de 18 USC 1001.

5. Activités volontaires de Planification Démographiques

Je, soussigné(e), en tant que représentant(e) dûment autorisé(e) de [INSERER LE NOM DE L'ORGANISATION], en prévision de la réception des fonds de l'USAID, certifie par les présentes que mon organisation se conformera aux exigences suivantes pour les activités financées en partie ou en totalité par l'USAID dans le cadre du projet [NOM DU PROJET]:

1. En aucun cas les fonds mis à disposition dans le cadre de ce marché de sous-traitance ne devront être utilisés pour la réalisation de la stérilisation forcée en tant que méthode de planification familiale ou contraindre ou inciter financièrement toute personne à pratiquer la stérilisation.
2. En aucun cas les fonds mis à disposition dans le cadre de ce marché de sous-traitance ne seront utilisés pour financer, soutenir ni attribués aux activités ci-après: (i) l'achat ou distribution des équipements destinés à être utilisés pour induire l'avortement comme méthode de planification familiales; (ii) honoraires spéciaux ou incitations à toute personne dans le but de la contraindre ou de l'inciter à se faire avorter; (iii) versements à des particuliers pour effectuer des avortements ou solliciter des personnes pour se faire avorter; (iv) programmes de sensibilisation, d'éducation, de formation ou de communication visant à promouvoir l'avortement comme méthode de planification familiale; et (v) lobbying en faveur ou contre l'avortement. Le terme « inciter » dans le cadre d' l'assistance en matière de planification familiale ne doit pas être interprété de manière à interdire la fourniture d'information ou de services de conseils sur les différentes options de grossesse conformément au droit local.
3. En aucun cas les fonds mis à disposition en vertu du présent marché de sous-traitance ne seront utilisés pour financer les recherches biomédicales liées en partie ou en intégralité aux méthodes, ou à la pratique, de l'avortement ou de la stérilisation forcée

comme moyen de planification familiale. La Recherche épidémiologique ou descriptive visant à évaluer l'incidence, l'ampleur ou les conséquences des avortements n'est pas exclue.

4. Le Sous-traitant s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les fonds mis à disposition en vertu du présent contrat de sous-traitance ne seront pas utilisés pour contraindre toute personne à pratiquer des méthodes de planification familiales contraires à ses convictions morales, philosophiques ou religieuses. En outre, le Sous-traitant s'engage à mener ses activités de manière à protéger les droits, la santé et le bien-être de toutes les personnes qui participent au programme.
5. Toute activité de fourniture de services ou d'informations en matière de planification familiale aux particuliers, financées en totalité ou en partie en vertu du présent contrat de sous-traitance, doit proposer un grand éventail de méthodes et de services de planification familiale dans le pays où ladite activité est menée ; autrement, elle doit fournir des informations aux particuliers en ce qui concerne les lieux où ces méthodes ou services pourront être obtenues.

La présente attestation ne limite pas l'organisation de (1) traiter les blessures ou maladies provoquées par les avortements légaux et illégaux ou (2) mener des activités contraires à l'avortement forcé ou à la stérilisation forcée.

La présente attestation constitue une représentation des faits sur lesquels se fonde MSH pour la conclusion de tout accord de financement.

6. Décret sur le Terrorisme

Attestation

Par la signature et le dépôt de la présente demande, le bénéficiaire éventuel fait l'attestation énoncée ci-dessous:

1. Le Bénéficiaire, au meilleur de ses connaissances actuelles, n'a pas fourni au cours des dix dernières années, et s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour ne pas fournir d'appui ou ressources matériels à toute personne physique ou morale qui commet, tente de commettre, défend, facilite ou participe à des actes terroristes ou ayant commis, tenté de commettre, facilité ou participé à des actes terroristes tels que définis au paragraphe 3.

2. Les étapes suivantes peuvent permettre au bénéficiaire de s'acquitter de ses obligations visées au paragraphe 1:

a. Avant de fournir un appui ou ressources matériels à toute personne physique ou morale, le Bénéficiaire devra vérifier pour s'assurer que ladite personne physique ou morale (i) ne figure pas sur la liste de contrôle des Ressortissants Expressément Désignés et des Personnes Bloquées laquelle est conservée par le Bureau Américain du Contrôle des Avoirs Etranger (OFAC) disponible en ligne sur le site Web de l'OFAC: <http://www.treas.gov/offices/eotffc/ofac/sdn/t11sdn.pdf>, ou (ii) ne figure pas dans tout complément d'information concernant les personnes physiques ou morales interdites communiqué au Bénéficiaire par l'USAID.

b. Avant de fournir un appui ou ressources matériels à une personne physique ou morale, le Bénéficiaire vérifiera également pour s'assurer que ladite personne physique ou morale n'a pas été désignée par le Comité des Sanctions du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) mis en place en vertu de la Résolution 1267 du CSNU (1999) (le Comité 1267) [Personnes physiques ou morales associées au Taliban, à Oussama ben Laden, ou à l'Organisation Al-Qaida]. Pour déterminer s'il y a eu une désignation publiée d'une personne physique ou morale par le Comité 1267, le Bénéficiaire doit consulter la liste consolidée disponible en ligne sur le site Web du Comité:

<http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>.

c. Avant de fournir un appui ou ressources matériels à une personne physique ou morale, le Bénéficiaire doit prendre en compte toutes les informations dont il dispose sur ladite personne physique ou morale ainsi que toutes informations publiques raisonnablement mise à sa disposition ou dont il devrait être conscient.

d. Le Bénéficiaire mettra également en œuvre des procédures de suivi et de surveillance pour empêcher toute possibilité de détournement de l'assistance pour soutenir des actes terroristes.

3. Aux fins de la présente Attestation-

a. Le terme « appui et ressources matériels » désigne monnaie, instrument monétaire, titres financiers, services financiers, logement, formation, conseils ou assistance d'experts, maisons d'hébergement, faux documents ou pièces d'identité, matériel de communication, installations armées, substances létales, explosifs, personnel, transport, et autres biens physiques, à l'exception des médicaments ou des matériels religieux

b. « Acte terroriste » signifie-

(i) Tout acte interdit en vertu des dispositions des 12 Conventions et Protocoles relatifs au terrorisme (voir le site Internet des Conventions des Nations Unies contre le Terrorisme:

<http://untreaty.un.org/English/Terrorism.asp>); ou

(ii) Tout acte prémédité de violence politiquement motivé perpétré contre des cibles non combattants par des sous-groupes nationaux ou des agents clandestins; ou (iii) tout autre acte destiné à provoquer la mort ou une blessure corporelle grave à un civil, ou à toute autre personne qui ne participe pas activement aux hostilités dans une situation de conflit armé, lorsque l'objectif d'un tel acte, par sa nature ou son contexte, vise à intimider une population ou à contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque.

c. « Personne morale » désigne un partenariat, une association, une corporation, ou autre organisation, groupe ou sous-groupe.

d. Les références dans la présente attestation à la fourniture d'appui et ressources matériels ne doivent pas être considérées comme comprenant la fourniture de fonds de l'USAID ou les produits financés par l'USAID au profit des bénéficiaires finaux de l'assistance de l'USAID, tels que les bénéficiaires des aliments, des soins médicaux, des prêts aux micro-entreprises, de logement, etc. à moins que le Bénéficiaire a des raisons de croire que l'un ou plusieurs de ces bénéficiaires commettent, tentent de commettre, défendent, facilitent ou participent à des actes terroristes, ou qu'ils ont commis, tenté de commettre, défendu, facilité ou participé à des actes terroristes.

e. Les obligations du Bénéficiaires visées au paragraphe 1 ne sont pas applicables à l'achat, voire le paiement des biens et/ou services par le Bénéficiaires dans le cadre de ses opérations

normales au moyen de contrats ou d'achats tels que les services publics, le loyer, les fournitures de bureau, l'essence, à moins que le Bénéficiaire a des raisons pour croire qu'un vendeur ou fournisseur de tels biens et services commet, tente de commettre, défend, facilite ou participe à des actes terroristes, ou que ledit vendeur ou fournisseur a commis, tenté de commettre, défendu, facilité ou participé à des actes terroristes.

7. Attestation de Respect des dispositions standard intitulés « Préservatifs » et « Interdiction de la promotion ou défense de la légalisation ou pratique de la prostitution ou du trafic sexuel »

Cette exigence d'attestation ne s'applique qu'aux bénéficiaires principaux. Avant qu'une organisation non gouvernementale américaine ou non américaine ne reçoive des fonds FY04-FY08 VIH/SIDA en vertu d'un accord de subvention ou de coopération, le Bénéficiaire doit fournir à l'agent chargé de l'accord une attestation qui s'énonce essentiellement comme suit:

[Nom du Bénéficiaire] atteste le respect, le cas échéant, des dispositions standards intitulées « Préservatifs » et « Interdiction de la Promotion ou Défense de la Légalisation ou Pratique de la Prostitution ou du Trafic Sexuel » incluses dans l'accord cité.

Les attestations ci-incluses constituent des termes et conditions exprès de tout accord délivré par suite de la présente demande et toute violation dudit accord constituera un motif de sa résiliation unilatérale par MSH avant l'expiration de son terme.

_____	_____
Signé	Date
_____	_____
Nom dactylographié	Poste

Nom de l'Organisation	